

« Priorités françaises »

Le baromètre L'ObSoCo-CEVIPOF des préoccupations majeures des Français

Note N°3/3 : La Crise de légitimité du système politique
français : analyse des représentations citoyennes d'une
défaillance démocratique

Novembre 2025

Contact CEVIPOF

Sylvain BROUARD

Directeur de recherche

Contacts L'ObSoCo

Guénaëlle GAULT

Directrice générale

g.gault@lobsoco.com

Sébastien BOULONNE

Chef de projet

s.boulonne@lobsoco.com

Baromètre « Priorités françaises »

Donner la parole aux Français, sans filtre

« Priorités françaises » constitue le premier baromètre trimestriel conçu pour mesurer les préoccupations de la population française à travers une méthodologie spécifique de questionnaire ouvert, posé avant toute autre question d'opinion, à un échantillon national représentatif de 2 000 personnes – « A votre avis, quel est le problème LE PLUS IMPORTANT pour la France aujourd'hui ? ». Cette approche, qui ne propose ni liste prédéfinie ni suggestion, permet l'émergence et la formulation spontanée des priorités citoyennes (près de 4000 verbatims recueillis), sans que l'agenda ni les termes employés ne soient dictés par les instituts, les médias ou les acteurs politiques. Les répondants s'expriment librement, avec leurs propres mots, révélant ainsi non seulement les préoccupations dominantes mais également les signaux faibles – ces tendances émergentes qui montent silencieusement avant de s'imposer dans le débat public. Tout en reconnaissant que l'opinion publique se construit dans un dialogue complexe entre citoyens, médias et sphère politique, ce baromètre entend capturer la voix citoyenne dans sa spontanéité et capter les dynamiques d'opinion « par le bas ».

Un outil disparu, un besoin toujours présent

Inspirée de la méthode du Most Important Problem (MIP), éprouvée internationalement et autrefois pratiquée en France, cette approche avait disparu du paysage des études d'opinion alors même qu'elle constitue un instrument indispensable à la compréhension du débat public. Le baromètre « Priorités françaises » renoue avec cette tradition méthodologique en s'appuyant sur l'expertise combinée de L'ObSoCo et du CEVIPOF et les données historiques du CEVIPOF. Cette profondeur temporelle permet non pas d'opposer artificiellement opinion publique et discours médiatico-politique, mais d'objectiver leurs éventuels décalages et convergences, tout en restituant leurs évolutions dans la durée.

Trimestre après trimestre, le baromètre entend dessiner ainsi la cartographie des priorités françaises, et éclairer les dynamiques profondes de l'opinion et offrir une perspective de temps long trop souvent sacrifiée au profit de l'immédiateté du commentaire.

Toute citation devra porter la mention : Baromètre « Priorités françaises », L'ObSoCo / CEVIPOF
Les données brutes de l'enquête sont disponibles en open data sur le dataverse de Sciences Po

Note méthodologique

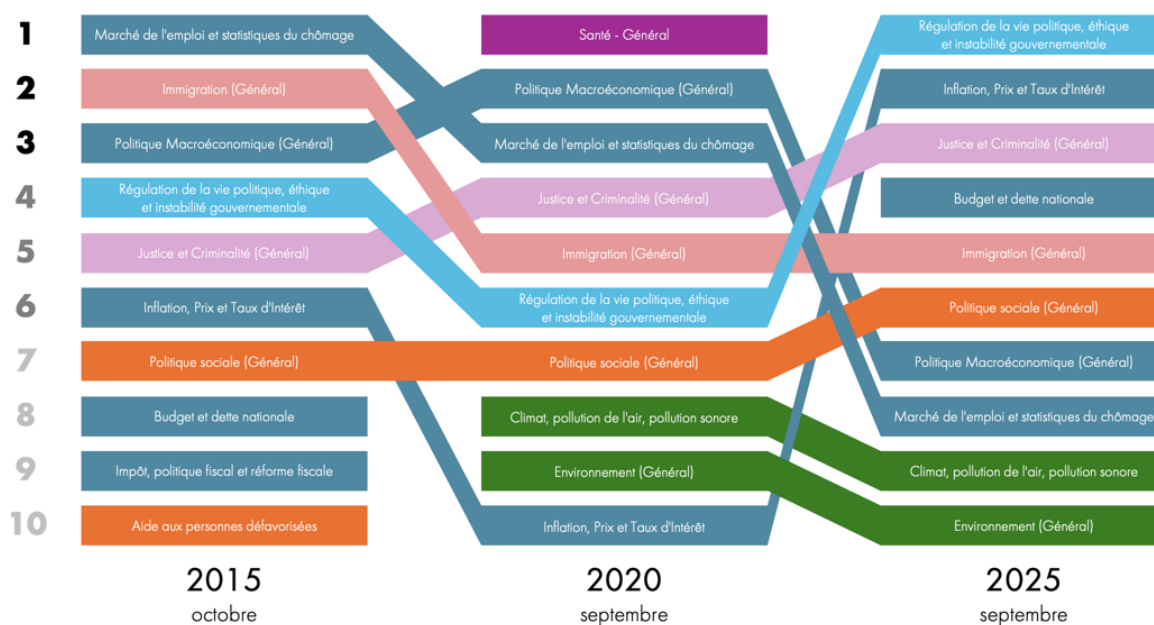
Les pourcentages présentés dans ces analyses correspondent à la proportion d'individus ayant spontanément évoqué chaque préoccupation (en premier ou en second) en réponse à la question ouverte « Quel est selon vous le problème LE PLUS IMPORTANT auquel le pays est confronté aujourd'hui ? ». Ces données sont issues d'enquêtes réalisées auprès de 2000 personnes représentatives de la population française métropolitaine en septembre 2025, 2006 en septembre 2020, et 1506 en octobre 2015.

Le recodage des réponses à la question a été effectué en utilisant une grille de classification adaptée du système de codage des politiques publiques du Policy Agendas Project. Cette grille comprend 27 domaines principaux subdivisés en plus de 250 sous-domaines spécifiques.

Le codage s'est appuyé sur plusieurs principes méthodologiques essentiels :

- 1. Codage par contenu substantiel (policy content) :** Chaque réponse a été classée selon la catégorie d'enjeux dont elle relève, et non selon l'instrument politique, la cible ou le cadrage utilisé. Par exemple, une réponse mentionnant "les charges sur les petites entreprises" a été codée 1521 (PME et travailleurs indépendants) plutôt que 107 (fiscalité), car le contenu principal concerne la situation des PME.
- 2. Priorité aux codes spécifiques :** Lorsqu'une catégorie spécifique existait, elle a été privilégiée par rapport aux codes généraux. Ainsi, "la hausse des prix" a été codé 101 (Inflation, prix et pouvoir d'achat) plutôt que 100 (Politique macroéconomique - Général).
- 3. Traitement des réponses génériques :** Les termes très généraux comme "l'économie", "la pollution" ou "la liberté" ont été codés dans les catégories générales correspondantes (respectivement « Politique macroéconomique – Général », « Environnement – Général » et « droits de l'homme, libertés et discriminations - Général »), faute d'éléments permettant une spécification plus précise.
- 4. Gestion des non-réponses :** Les réponses de type "XX", "je ne sais pas", "aucun", "RAS" ou les cases vides ont été systématiquement codées 0 (Non-réponse ou non-exploitable). Les réponses ambiguës ou incohérentes ont également reçu ce code.

Hierarchie des Problèmes les plus importants



Problèmes les plus importants

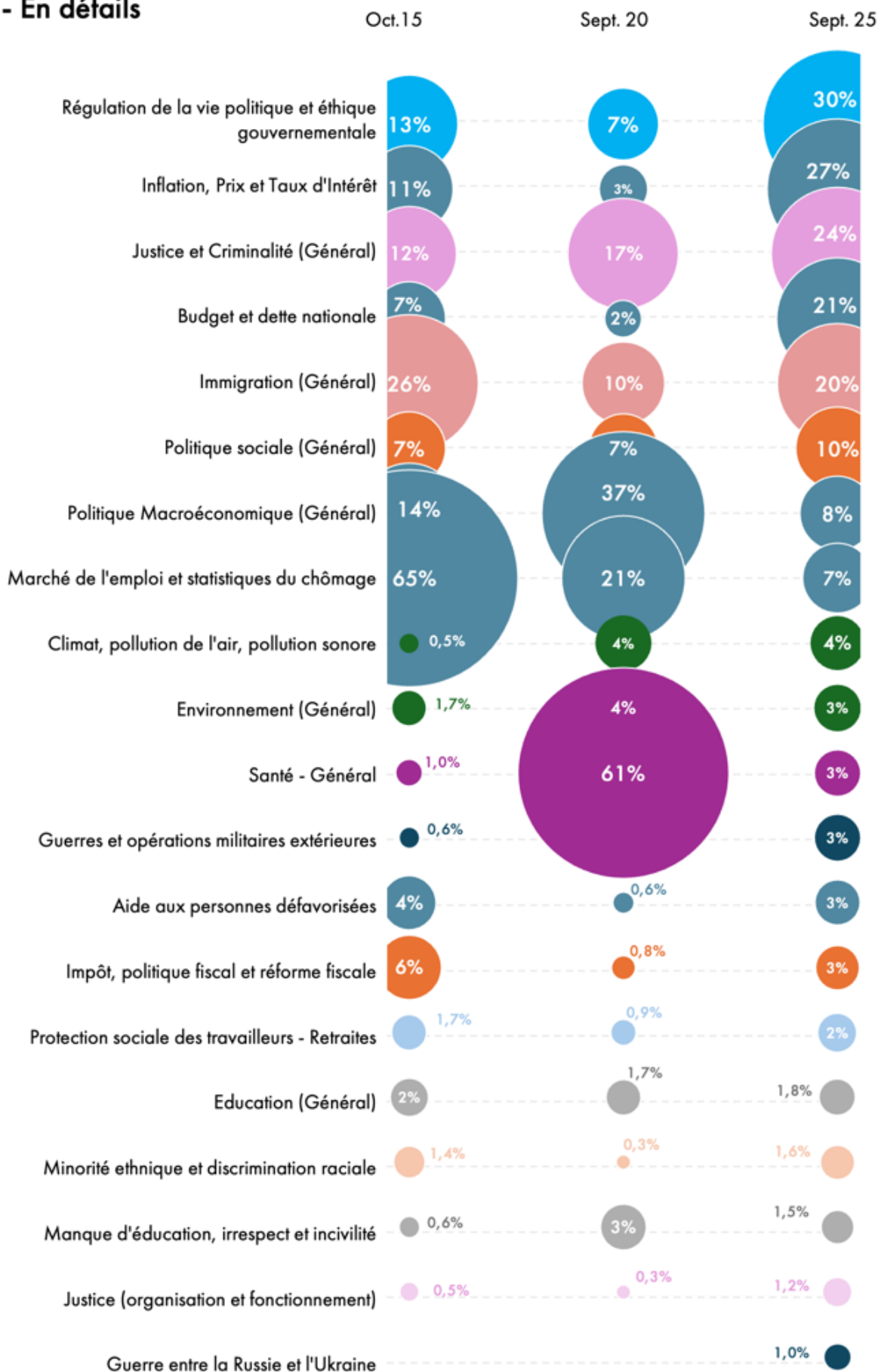
% Problème le plus important « en premier » + « en second »

Base : se prononcent (hors NSP)

L'OB S O C O

SciencesPo
CEVIPOF

- En détails



La Crise de légitimité du système politique français : analyse des représentations citoyennes d'une défaillance démocratique

L'émergence de la thématique "vie politique et éthique gouvernementale" comme préoccupation première des Français révèle un basculement historique : traditionnellement dominées par les questions économiques et sociales, les inquiétudes citoyennes se focalisent désormais sur le dysfonctionnement du système politique lui-même. Une priorisation qui suggère que la crise de gouvernance serait perçue comme la matrice de tous les autres problèmes nationaux.

Le contexte de notre étude s'inscrit, certes, dans une séquence d'instabilité gouvernementale sans précédent sous la Ve République. Après la dissolution de juin 2024, l'absence de majorité claire a conduit à la chute du gouvernement Barnier après seulement trois mois d'exercice, suivie de la nomination également difficile de François Bayrou qui lui-même démissionnera neuf mois plus tard après l'échec d'une motion de confiance. La collecte des données que nous analysons a été effectuée après la (première) nomination de Sébastien Lecornu en tant que Premier ministre mais avant que celui-ci n'annonce son (éphémère premier) gouvernement. Ainsi, l'enquête se déroule dans une phase de transition gouvernementale, où l'exécutif est en construction, la majorité parlementaire incertaine, et l'opinion publique soumise à un climat d'attente et de défiance alors même que le pays est confronté à une série de défis majeurs tant au niveau domestique qu'international (dette, réindustrialisation, réarmement, droits de douanes, etc.). Pour autant et au regard des réactions des Français et de l'analyse des verbatims collectés, cette conjoncture exceptionnelle semble agir comme un révélateur chimique, rendant visibles des fractures structurelles qui travaillent en profondeur la démocratie française.

L'instabilité gouvernementale et la perception du vide institutionnel

L'analyse qualitative des réponses des Français montre d'abord l'inquiétude pour le vide du pouvoir et l'expérience vécue au moment précis de l'interrogation, alors que la composition du gouvernement n'a pas été annoncée et ne le sera que le 5 octobre soit près d'un mois après la nomination du Premier ministre. Cette absence de gouvernement apparaît clairement comme une préoccupation majeure : *"pas de gouvernement", "Absence de gouvernement", "le gouvernement ou son absence", "attente création nouveau gouvernement", "avoir un gouvernement"...*

Les verbatims recueillis révèlent plus généralement une préoccupation forte pour l'instabilité : *"L'instabilité politique", "Instabilité gouvernementale", "l'instabilité du gouvernement", "Le gouvernement instable", "Absence de stabilité du gouvernement"...* Et son pendant qui revient à de nombreuses reprises : *"Stabilité", "Stabilité politique"* (répété massivement), *"Une situation stable", "un gouvernement stable", "Constituer un gouvernement durable", "Stabilités Gouvernementales"*. Cette répétition lancinante traduit certes l'insatisfaction politique du moment, mais, à ce niveau, elle dit aussi l'angoisse face à une fragilité systémique et l'effondrement des structures qui garantissent la prévisibilité sociale.

Une triple crise de légitimité révélée par l'instabilité

De fait, cette instabilité gouvernementale chronique, loin d'être un simple accident de parcours, expose au grand jour une crise de légitimité bien plus profonde qui travaille le système politique français. Ce qui s'incarne aussi dans un paradoxe apparent : la demande simultanée et contradictoire de stabilité et de changement (Le mot "changer" et ses variations apparaissent fréquemment) : *"changer de gouvernement", "Changer de président", « virer »* expriment une volonté tout aussi pressante de rupture. Cette crise opère en effet simultanément à trois niveaux distincts mais intimement articulés : personnel, institutionnel et systémique. D'abord la délégitimation personnelle du chef de l'État, mais aussi la remise en cause des institutions de la Ve République, et le rejet global de la classe politique perçue comme une caste. Chacun de ces niveaux nourrit et amplifie les autres dans une spirale de défiance susceptible de menacer les fondements mêmes de l'ordre démocratique.

La délégitimation personnelle : l'effondrement de l'autorité présidentielle

Emmanuel Macron concentre une hostilité d'une violence symbolique exceptionnelle, avec plus de 70 occurrences nominatives. Au-delà du nombre, c'est la tonalité qui frappe : *"MACRON EST UN PROBLEME", "Virer macron", "Macron est nul. Il doit partir et laisser sa place"*.

L'accusation centrale - *"un président qui n'écoute pas son peuple"*, répétée sous diverses formes (*"il n'écoute rien ni personne", "il n'écoute pas le peuple", "Macron est totalement sourd", "Le gouvernement qui ne nous écoute pas", "Le gouvernement n'écoute pas le peuple", "la surdité de l'état"*) - mobilise une grammaire de la reconnaissance manquée. Les verbatims suggèrent qu'Emmanuel Macron incarne ce déni : *"c'est que le président ne s'occupe pas de son pays la France", "l'obstination d'Emmanuel Macron"*.

Ce faisant, le langage bascule du registre politique vers le registre pathologique (*"Un président malade mental"*, *"La folie de Macron"*), suggérant que le problème n'est plus politique mais psychiatrique. Cette pathologisation du pouvoir évoque les analyses de Didier Fassin et Richard Rechtman dans *"L'Empire du traumatisme"* (2007), où les auteurs montrent comment le vocabulaire médical colonise progressivement l'espace politique pour disqualifier l'adversaire. Mais ici, ce n'est plus l'adversaire mais le détenteur légitime du pouvoir qui est psychiatisé, marquant un degré supplémentaire dans la délégitimation.

Mais le basculement sémantique le plus significatif concerne l'usage répété du terme *"Dictature"*, *"Président dictateur"*. Cette requalification du régime démocratique en son contraire constitue un signal que la démocratie peut mourir par érosion progressive de l'intérieur.

La crise de la classe politique : la perception d'une oligarchie prédatrice

Le second niveau de délégitimation touche l'ensemble de la classe politique, perçue comme une caste homogène et prédatrice. Les expressions génériques abondent comme seules et uniques réponses à la question sur le problème le plus important pour le pays : *"Les politiques"*, *"les politiciens"*, *"les hommes politiques"*, *"la classe politique"*, *"LES HOMMES POLITIQUES"*, avec une indifférenciation significative : *"les ministres sont tous pareil"*.

La dimension économique de la critique est obsessionnelle : *"LE TRAIN DE VIE DE NOS POLITIQUES"*, *"Les salaire des politiciens"*, *"Salaire et avantages des anciens ministres et présidents"*, *"les dépenses des hommes politiques"*, *"Les dépenses excessives des hommes politiques"*. Parmi ces mentions le verbatim suivant articule parfaitement la rupture du contrat moral : ceux qui demandent les sacrifices s'en exempteraient : *"le fait que nos politiques sont plus que surpayés à rien faire alors qu'ils nous demandent de faire des efforts"*.

D'autres verbatims révèlent une économie morale brisée : *"Le gouvernement qui provoque plus de problèmes et s'enrichit au détriment du peuple"*, *"Les politiques qui volent l'argent du peuple"*.

La perception répandue de la corruption - *"Corruption"*, *"Les politiques sont corrompus"*, *"La fraude"*, *"le gouvernement il est pourri"* - transforme la classe politique en anti-élite. Les demandes répétées d'*"honnêteté politique"*, de *"transparence"*, d'*"intégrité"* dessinent en creux l'ampleur du déficit perçu.

Si Pierre Rosanvallon distingue trois formes de légitimité démocratique (d'impartialité, de réflexivité et de proximité), les verbatims suggèrent l'effondrement simultané des trois : les politiques sont perçus comme partiaux (*"ils ne pensent qu'à eux"*), sourds (*"n'écoutent pas"*) et distants (*"on est gouverné par des riches"*).

La crise institutionnelle : l'épuisement du régime

Au-delà des personnes, c'est le régime lui-même qui est mis en cause : *"Le système est à bout de souffle"*, *"L'incompétence de la république de merde"*, *"L'obstination des politiques à faire perdurer la 5ème république"*. Ces formulations dépassent la critique conjoncturelle pour questionner l'architecture constitutionnelle elle-même.

Les demandes de réorganisation systémique confirment cette perception d'épuisement institutionnel : *"Réorganisation de l'Etat"*, *"Réorganisation politique"*, *"Régler notre politique"*. Ces expressions traduisent une conscience diffuse que les ajustements marginaux ne suffisent plus - c'est la structure même qui doit être repensée.

Les dynamiques de polarisation et de fragmentation

La montée des extrêmes comme symptôme et menace

La référence aux extrêmes politiques apparaît dans un double registre : acteurs cités nommément comme étant le problème en eux-mêmes mais aussi menace systémique. Marine Le Pen et le RN (*"Le Pen"*, *"marine le Pen"*, *"Le RN"*) ainsi que Jean-Luc Mélenchon et LFI (*"Mélenchon"*, *"LFI"*, *"La France insoumise"*) sont cités, mais surtout, leur montée inquiète : *"La montée de l'extrême droite"*, *"montée de l'extrême droite et de son idéologie"*, *"La montée du fachisme"*[sic], *"La montée du fascisme"*[sic], *"Montée des extrémismes"*.

L'usage du terme "fascisme" (souvent mal orthographié) n'est pas anodin. Une invocation du fascisme dans le débat contemporain qui révèle moins une analyse historique qu'une anxiété démocratique profonde. Les Français ne font pas de l'histoire comparée ; ils expriment la peur d'un basculement antidémocratique. La référence au *"trumpisme rampant"* inscrit cette anxiété dans un contexte global.

La fragmentation comme paralysie systémique

Les verbatims révèlent une conscience aiguë de la fragmentation : *"Division"*, *"La dissension"*, *"discorde politique"*, *"Les oppositions"*. Cette fragmentation est perçue comme paralysante : *"L'impossibilité de rassembler autour d'un projet national ambitieux"*, *"Le manque d'objectifs communs"*.

Cette configuration évoque ce que le politologue Giovanni Sartori théorise comme un "pluralisme polarisé" - système caractérisé par la présence de partis anti-système, la polarisation idéologique et l'occupation du centre par des forces affaiblies. Sartori montre que ces systèmes tendent vers l'instabilité chronique et la paralysie décisionnelle, exactement ce que décrivent les verbatims. Mais le cas français présente une spécificité : la polarisation semble davantage le fait des acteurs politiques que de la société elle-même. Les études le montrent : les élites politiques importent et amplifient des clivages qui ne structurent pas nécessairement le corps social avec la même intensité, créant une "polarisation asymétrique" - intense au sommet, plus modérée à la base.

L'incapacité délibérative comme diagnostic partagé

Dans le prolongement de ces constats, les citoyens identifient aussi comme problème principal l'incapacité des acteurs politiques à coopérer : *"Les divers partis politiques ne savent pas travailler ensemble"*, *"Incapacité à se mettre d'accord"*, *"le manque de consensus"*, *"incompréhension entre les dirigeants"*, *"La non concertation des partis politiques"*, *"Les politiques qui ne s'entendent pas ou ne savent pas travailler ensemble pour la France"*.

Le verbatim le plus développé sur ce thème mérite attention : *"aucune entente ou concertation des élus, des partis politiques pour solutionner les problèmes actuels en France, ils ne pensent qu'à eux mais pas aux Français"*. Cette formulation articule deux niveaux d'analyse : un diagnostic technique (l'incapacité procédurale au compromis) et un jugement moral (l'égoïsme comme cause). Cette double lecture illustre bien la distinction entre la "délibération" orientée vers le bien commun et la "négociation" guidée par les intérêts particuliers. Tout se passe comme si les Français estimaient que leurs représentants avaient abandonné la première pour la seconde.

Les voies de sortie de crise

La voie d'un leadership renouvelé ?

Paradoxalement, alors qu'Emmanuel Macron est massivement rejeté pour son exercice personnel du pouvoir, émerge la demande d'*"Un vrai chef à la tête du pays"*. Cette apparente contradiction révèle en réalité une demande complexe de redéfinition du leadership politique, articulant des exigences apparemment incompatibles.

D'un côté, l'obsession pour ce qui manque à Emmanuel Macron dessine en creux le portrait du leader souhaité : *"un président qui n'écoute pas son peuple"* appelle son contraire - un président à l'écoute, une demande d'un pouvoir attentif et connecté. Le reproche central suggère que le nouveau leadership devrait d'abord être une capacité d'écoute, une forme de pouvoir dialogique plutôt que monologique. Mais simultanément, les verbatim révèlent une frustration face à l'absence de décision et de direction : *"le laisser aller tout va de mal en pis"*, *"un manque de fermeté sur pleins de sujets"*, *"Immobilisme"*, le simple mot *"direction"* exprimé comme un manque. L'expression *"Un vrai chef à la tête du pays"* traduit le besoin d'une autorité capable de trancher, de donner un cap. La critique de l'incapacité décisionnelle - *"les prises de décisions le laisser aller"*, *"Manques de discernement"* - révèle que l'écoute seule ne suffit pas : il faut aussi savoir décider et agir.

Cette double demande - écouter ET diriger, être proche ET décider, dialoguer ET trancher - dessine les contours d'un leadership inédit, ni vertical à la Emmanuel Macron (*"l'obstination d'Emmanuel Macron"*), ni paralysé par la recherche impossible du consensus (*"Incapacité à se mettre d'accord"*). L'ambivalence fondamentale de la notion de "chef" dans l'imaginaire français se révèle ainsi : les citoyens veulent un leader fort capable de *"direction"* mais pas un *"Président dictateur"*; ils exigent de l'écoute mais pas l'*"Immobilisme"*; ils demandent de la *"fermeté"* mais rejettent *"l'obstination"*. Cette quadrature du cercle - un chef qui ne soit pas autoritaire, un décideur qui écoute, un leader fort mais démocratique - révèle moins une confusion que possiblement une aspiration à en revenir à l'esprit de la Vème République ou, tout au contraire, à dépasser les modèles traditionnels de gouvernance.

Cette demande fait en tous cas écho aux analyses de Max Weber sur le charisme comme source de légitimité en temps de crise : quand les légitimités traditionnelle et légale-rationnelle s'effondrent, le charisme apparaît comme recours. Mais les verbatim des Français suggèrent aussi une mutation en cours de ce charisme wébérien - non plus l'autorité extraordinaire du chef providentiel, mais une forme nouvelle combinant capacité d'écoute empathique et courage décisionnel, proximité démocratique et efficacité exécutive. Un oxymore politique en somme : le "chef démocratique" ou le "leader horizontal", figure introuvable mais désirée d'une démocratie en quête de renouvellement.

La voie de la régénération éthique

Face à la perception d'une oligarchie prédatrice analysée précédemment, les verbatims dessinent les contours d'une refondation morale exigée. Au-delà du simple constat de corruption, émergent des demandes concrètes de régénération : *"Avoir un gouvernement honnête et supprimer les brebis galeuses"*, *"Suppression des privilèges"*, *"Une réforme des classes politiques"*. L'insistance sur les termes *"transparence"*, *"l'intégrité"*, *"honnêteté politique"* révèle moins une nostalgie de la vertu républicaine qu'une volonté de reconstruction institutionnelle où l'éthique serait garantie structurellement plutôt qu'espérée.

L'exigence de *"transparence"* mérite attention particulière : elle traduit un basculement fondamental du rapport au pouvoir. Les citoyens ne demandent plus à faire confiance mais à pouvoir vérifier en

permanence. Cette demande de transparence révèle paradoxalement l'impossibilité structurelle de restaurer la confiance en l'état. La surveillance permanente devient le substitut à une confiance définitivement brisée. Les expressions *"De s'occuper des français"*, *"Ecouter les français"*, *"La voix des français"* complètent ce dispositif : au-delà de la transparence descendante, c'est une écoute ascendante permanente qui est exigée.

Cette refondation éthique prend aussi la forme d'une demande de responsabilité effective : *"Avoir un gouvernement responsable"*, où "responsable" signifie à la fois compétent et comptable de ses actes. La difficulté et le ressentiment viennent aussi du fait que cette exigence morale absolue coexiste avec le constat de son apparente impossibilité : *"Le manque de personnalité politique honnête et digne"*.

Comblar le vide programmatique

Au-delà de l'instabilité gouvernementale, les verbatims révèlent une angoisse plus profonde : celle de l'absence de lisibilité de l'avenir national. Cette crise de la projection temporelle s'exprime d'abord dans le constat répété d'une *"absence de vision à long terme"* et d'une *"absence d'une politique cohérente"*. Les Français semblent ne plus savoir où va leur pays, sentiment cristallisé dans cette question désespérée : *"Le manque de projet pour la France. Quel est leur projet?????"* - les six points d'interrogation traduisant l'urgence et l'incompréhension face au vide programmatique. Ce déficit de récit national mobilisateur transparaît dans l'amer constat de *"L'impossibilité de rassembler autour d'un projet national ambitieux"* et la perception d'*"Un gouvernement sans aucune ambition"*, révélant que les gouvernants ont renoncé non seulement à transformer le réel mais même à le projeter. La conséquence est une navigation à vue généralisée, où *"le laisser aller tout va de mal en pis"* peut devenir la règle, et la gouvernance réduite à la gestion de crise perpétuelle. Cette absence de cap (*"direction"*, *"La direction de la France"*) combinée à *"la surdité de l'état"* crée un double aveuglement : les gouvernants ne voient plus où aller et n'entendent plus ceux qu'ils sont censés y mener. Face à cette opacité de l'horizon temporel, l'obsession pour la stabilité devient une demande de repères dans le brouillard, tandis que l'appel au changement exprime l'espoir désespéré qu'une rupture puisse enfin redonner une direction lisible au destin collectif.

Conclusion : vers une crise de régime ?

L'analyse de ces verbatims, miroir brut des préoccupations citoyennes, révèle une démocratie française traversée par une crise de légitimité d'une profondeur historique. L'instabilité gouvernementale chronique, loin d'être un simple accident conjoncturel, révèle et catalyse une triple crise : délégitimation personnelle d'un président devenu symbole du dysfonctionnement démocratique, remise en cause du régime de la Ve République, perception d'une classe politique transformée en oligarchie prédatrice. Cette crise française s'inscrit dans une dynamique globale de "récession démocratique" (Larry Diamond) tout en conservant ses spécificités : la centralité de la figure présidentielle qui concentre les critiques, l'héritage républicain qui nourrit l'exigence éthique, la tradition révolutionnaire qui légitime la violence verbale. Les verbatims révèlent une société politique fragmentée, incapable de produire du consensus, oscillant entre demande d'ordre et pulsion de rupture.

L'absence d'horizon alternatif structuré s'incarne en tous cas dans le caractère quasiment exclusivement négatif des demandes (*"changer"*, *"virer"*, *"supprimer"*).

Ces verbatim constituent un avertissement : quand les citoyens identifient la politique comme leur problème principal plutôt que comme solution, c'est l'édifice démocratique lui-même qui peut vaciller. La capacité du système politique français à entendre cet avertissement, à se réformer plutôt qu'à

s'obstiner (*"L'obstination des politiques à faire perdurer la 5ème république"*), déterminera si cette crise débouche sur une refondation démocratique ou sur quelque chose de plus sombre que les références répétées au "fascisme" et à la "dictature" laissent entrevoir.

Le fait que la vie politique émerge comme "problème le plus important" marque un renversement historique. Traditionnellement, la politique est conçue comme l'activité de résolution des problèmes collectifs. Quand elle devient elle-même le problème principal, c'est la rationalité démocratique qui s'inverse.